

Mettre en déroute les Etats Unis , Israel et leurs alliés dans les pays de la ligne de front (Palestine, Liban, Syrie , Irak, Afghanistan, Iran)

Le projet des Etats Unis, soutenu par leurs alliés subalternes européens (et israéliens pour la région concernée), est d'établir leur contrôle militaire sur l'ensemble de la planète . Le « Moyen Orient » a été choisi, dans cette perspective, comme région de « première frappe », pour quatre raisons : (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la Planète et son contrôle direct par les forces armées des Etats Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine, l'Inde et la Russie ; (iii) la région traverse un moment d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile, au moins dans l'immédiat ; (iv) les Etats Unis disposent dans la région d'un allié inconditionnel, Israel, qui dispose d'armes nucléaires.

Le déploiement de l'agression a placé les pays et nations situés sur la ligne de front (l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Iran) dans la situation particulière de pays détruits (les quatre premiers) ou menacé de l'être (la Syrie et l'Iran).

L'agression contre le Liban

L'agression d' Israel contre le peuple libanais, engagée le 11 juillet 2006, fait partie intégrante du plan de Washington pour la région. La capture de deux soldats israéliens sur le sol libanais et la demande légitime de leur échange contre les citoyens libanais kidnappés par les Israéliens , eux sur le territoire du Liban, n' a servi que de mauvais prétexte. Le déploiement de ce projet avait été préparé par l'adoption d'une résolution de l'ONU exigeant le départ de l'armée syrienne du Liban et le « désarmement » de Hizbollah, suite à l'assassinat de Rafic el Hariri, sur lequel la lumière n'est pas faite. Les Etats Unis et l' Europe répètent qu'ils exigent l'application intégrale de cette résolution, mais se gardent de rappeler que les moyens de faire appliquer la résolution 242 qui exigeait l'évacuation de la Palestine occupée depuis 1967 , n'ont jamais été mis en œuvre ! et oublient évidemment d'exiger la restitution du Golan à la Syrie ! Les ficelles sont grosses.

Le projet étatsunien vise exclusivement à placer l'ensemble de la région sous le contrôle militaire de Washington (déguisé en exportation de la « démocratie » !) et à y faire régner un ordre néo libéral à son profit exclusif par le pillage du pétrole. Washington a également repris à son compte les fantasmes du sionisme : l'éclatement de la région en micro Etats basés sur l'ethnie ou la confession religieuse , l'exercice par Israel d'une sorte de « protectorat » sur ces Etats , dans le sillage de celui des Etats Unis.

La mise en œuvre du projet est avancée : la Palestine, l'Irak, l'Afghanistan sont occupés et détruits, la Syrie et l'Iran ouvertement menacés après le Liban. Mais la faillite du projet n'est pas moins visible : la résistance des peuples ne faiblit pas, le peuple libanais donne une leçon d'unité dans la défense de ses combattants , démentant par là même les attentes de Tel Aviv , de Washington , des Européens. La résistance libanaise donne, avec des moyens

rudimentaires, du fil à retordre aux armées ennemis sur équipées grâce au pont aérien établi à partir de la base des Etats Unis de Diego Garcia (d'où l'utilité de ces bases dans le projet mondial criminel de Washington). La résistance populaire armée du Sud Liban ayant démontré son efficacité , tous les efforts des Etats Unis et de l' Europe visent désormais à imposer son désarmement, pour permettre à la prochaine agression d' Israel d'obtenir une victoire facile. Il est nécessaire aujourd'hui plus que jamais de défendre le droit imprescriptible des peuples à préparer leur résistance armée face à l'agresseur impérialiste et à ses agents régionaux.

L'Afghanistan

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les Etats Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'Islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraîné et armé. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eut probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des Etats Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'OTAN et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolèrera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

L'Irak

La diplomatie armée des Etats Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L'Irak possède dans son sous sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

Au delà de ce constat d'évidence banale, plusieurs séries de questions sérieuses restent à examiner : (i) pourquoi le plan de Washington a pu donner les apparences d'un succès fulgurant aussi aisément ? (ii) quelle situation nouvelle il a créé à laquelle la nation irakienne est confrontée aujourd'hui ? (iii) quelles réponses les différentes composantes du peuple irakien donnent à ce défi ? (iv) quelles solutions les forces démocratiques et progressistes irakiennes, arabes et internationales peuvent-elles promouvoir ?

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi, comme le peuple libanais l'a démontré. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que certains comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington. La reconnaissance internationale de ce

gouvernement fantoche par les Nations Unis domestiquées ne change rien à la réalité ; elle n'est ni légitime ni acceptable.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « Etats » au moins (Kurde, Arabe sunnite et Arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était – et demeure – l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont jamais dit de leur occupation de l'Egypte, à partir de 1882, qu'elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu'en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les Etats Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas – dans l'immédiat tout au moins – à la mesure de sa gravité extrême. C'est le moins qu'on puisse dire. Quelles en sont les raisons ? Les médias occidentaux dominants répètent à satiété que l'Irak est un pays « artificiel » et que la domination oppressive du régime « sunnite » de Saddam sur les Chiites et les Kurdes est à l'origine de la guerre civile inévitable (que seule la prolongation de l'occupation étrangère permettra peut être d'écarter). La « résistance » serait donc limitée à quelques noyaux islamistes pro Saddam du « triangle » sunnite. On ne peut que difficilement aligner autant de contre vérités.

Au lendemain de la première guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et, une classe de propriétaires latifundiaires, comme ils ont donné une position privilégiée à l'Islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti Communiste et le Parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiite et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s'est soldée par la victoire du Baas, saluée à l'époque par les puissances occidentales avec soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l'unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l'étatisme n'était qu'à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l'impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d'armes chimiques à l'appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l'Iran de 1980 à 1989 semblait donner

crédibilité au calcul. Saddam n'imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l'Irak était inacceptable pour l'impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu vert avait été donné à Saddam pour l'annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détaché pour en faire une de leurs colonies pétrolières) l'Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l'armée des Etats Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d'avoir attisé le conflit confessionnel entre Sunnites et Chiites. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd'hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute la Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l'exemple qu'il donnait de méthodes opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (Chiites ou Sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les Etats Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eut paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti Communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti Communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiite (je dis que le Chiisme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti Communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie, potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des Etats Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ». Loin de là.

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti Communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiite » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelque en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

Qui parviendra à surmonter ces handicaps ? Les communistes devraient être bien placés pour le faire. Déjà les militants – présents sur le terrain – se démarquent de ceux des « leaders » (ceux que les médias dominants sont les seuls à connaître !) qui, ne sachant plus sur quel pied danser, tentent de donner un semblant de légitimité à leur « ralliement » au gouvernement de la collaboration en prétendant compléter par là même l'action de la résistance armée !! Mais beaucoup d'autres forces politiques, dans les circonstances, pourraient prendre des initiatives décisives en direction de la constitution de ce front.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union Européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des Etats Unis craignent aujourd'hui la défaite des Etats Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud de contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les Etats Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la revue arabe prestigieuse Al Mustaqbal Al Arabi, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006).

Le silence absolu que les médias européens oppose à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succéderont à son terme inévitable.

La Palestine

Le peuple palestinien est, depuis la déclaration Balfour pendant la première guerre mondiale, la victime d'un projet de colonisation d'un peuplement étranger, qui lui réserve le sort des « Peaux Rouges », qu'on l'avoue ou qu'on feigne de l'ignorer. Ce projet a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis), parce que l'Etat étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen Orient arabe à la domination du capitalisme impérialiste.

Il s'agit là, pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie, d'une évidence banale. De ce fait, sur les deux continents, l'affirmation et la défense des droits du Peuple Palestinien unissent spontanément. Par contre en Europe la « question palestinienne » provoque la division, produite par les confusions entretenues par l'idéologie sioniste, qui trouvent souvent des échos favorables.

Aujourd'hui plus que jamais, en conjonction avec le déploiement du projet américain du « grand Moyen Orient », les droits du peuple palestinien ont été abolis. Pourtant l'OLP avait accepté les plans d'Oslo et de Madrid et la feuille de route rédigés par Washington. C'est Israël qui a ouvertement renié sa signature, et mis en œuvre un plan d'expansion encore plus ambitieux ! L'OLP a été fragilisé de ce fait : l'opinion peut lui reprocher à juste titre d'avoir cru naïvement à la sincérité de ses adversaires. Le soutien apporté par les autorités d'occupation à son adversaire islamiste (Hamas) – dans un premier temps tout au moins – la progression de pratiques corrompues de l'administration palestinienne (sur lesquelles les « bailleurs de fonds » - Banque Mondiale, Europe, ONG – se taisent, s'ils ne sont pas parties prenantes) devaient conduire – c'était prévisible (et probablement souhaité) – à la victoire électorale du Hamas, prétexte supplémentaire immédiatement invoqué pour justifier l'alignement inconditionnel sur les politiques d'Israël « quelque'elles soient » !

Le projet colonial sioniste a toujours constitué une menace, au delà de la Palestine, pour les peuples arabes voisins. Ses ambitions d'annexion du Sinaï égyptien, son annexion effective du Golan syrien, sont là pour en témoigner. Dans le projet du « grand Moyen Orient » une place particulière est donnée à Israël, au monopole régional de son équipement militaire nucléaire et à son rôle de « partenaire obligé » (sous le prétexte fallacieux qu'Israël

disposerait de « compétences technologiques » dont aucun peuple arabe n'est capable ! Racisme oblige !).

Il n'est pas dans notre intention de proposer ici des analyses concernant les interactions complexes entre les luttes de résistance à l'expansion coloniale sioniste et les conflits et options politiques au Liban et en Syrie. Les régimes du Baas en Syrie ont résisté à leur manière aux exigences des puissances impérialistes et d'Israël. Que cette résistance ait également servi à légitimer des ambitions plus discutables (le contrôle du Liban) n'est certainement pas discutable. La Syrie a par ailleurs choisi soigneusement ses « alliés » parmi les « moins dangereux » au Liban. On sait que la résistance aux incursions israéliennes au Sud Liban (détournement des eaux inclus) avait été construite par le Parti Communiste libanais. Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré étroitement pour détruire cette « base dangereuse » et lui substituer celle du Hezbollah. L'assassinat de Rafic el Hariri – sur lequel la lumière est loin d'avoir été jetée – a évidemment donné l'occasion aux puissances impérialistes (les Etats Unis en tête, la France derrière) d'une intervention dont l'objectif est double : faire accepter par Damas un alignement définitif au sein du groupe des Etats arabes vassalisés (Egypte, Arabie Saoudite) – ou, à défaut, liquider les vestiges du pouvoir baasiste dégénéré – , démanteler ce qui reste de capacité de résistance aux incursions israéliennes (en exigeant le « désarmement » de Hezbollah). La rhétorique concernant la « démocratie » peut être invoqué, dans ce cadre, si utile.

Aujourd'hui défendre les droits inaliénables du peuple palestinien est le devoir impérieux de tous les démocrates du monde entier. La Palestine est au centre des conflits majeurs de notre époque. Accepter le plan israélien qui est celui de la destruction totale de la Palestine et de son peuple serait accepter la négation des peuples à leur droit premier : celui d'exister. Accuser « d'antisémitisme » ceux qui s'opposent au déploiement de ce projet est absolument inacceptable.

L'Iran

Il n'entre pas non plus dans notre intention de développer ici les analyses que la « révolution islamique » appellent. Etait-elle, comme elle s'est proclamée et comme on la voit souvent tant dans le camp de l'Islam politique que chez les « observateurs étrangers », l'annonce et le point de départ d'une évolution qui à terme doit s'emparer de toute la région, voire de l'ensemble du « monde musulman », rebaptisé pour la circonstance « d'umma » (« nation », ce qu'il n'a jamais été) ? Ou était-elle un événement singulier, en particulier parce que propre à la combinaison des interprétations de l'Islam chiite et de l'expression du nationalisme iranien ?

Du point de vue de ce qui nous intéresse ici je ferai seulement deux observations. La première est que le régime de l'Islam politique en Iran n'est pas par nature incompatible avec l'intégration du pays dans le système capitaliste mondialisé tel qu'il est (les principes sur lesquels repose le régime trouvent leur place dans une vision de la gestion « libérale » de l'économie). La seconde est que la Nation iranienne en tant que telle est une « nation forte » c'est à dire dont les composantes majeures sinon toutes – classes populaires et classes dirigeantes – n'acceptent pas l'intégration de leur pays en position dominée dans le système mondialisé. Il y a bien entendu contradiction entre ces deux dimensions de la réalité iranienne, et la seconde rend compte de celles des orientations de la politique extérieure de Téhéran qui témoignent d'une volonté de résister aux diktats étrangers.

Toujours est-il que c'est le nationalisme iranien – puissant et, à mon avis, historiquement tout à fait positif – qui explique le succès de la « modernisation » des capacités scientifiques, industrielles, technologiques et militaires, entreprise par les régimes successifs du Shah et du Khoménisme. L'Iran est l'un des rares Etats du Sud (avec la Chine, l'Inde, la Corée, le Brésil et peut être quelques autres mais pas beaucoup !) à avoir un projet « bourgeois national ». Que la réalisation de ce projet soit, à long terme, possible ou qu'il ne le soit pas (et c'est mon avis) n'est pas l'objet de notre discussion ici. Aujourd'hui ce projet existe ; il est en place.

C'est précisément parce que l'Iran constitue une masse critique capable de tenter de s'imposer comme partenaire respecté que les Etats Unis ont décidé de détruire le pays par une nouvelle « guerre préventive ». Le « conflit » se situe comme on le sait sur le terrain des capacités nucléaires que l'Iran développe. Pourquoi ce pays – comme tous les autres – n'en aurait-il pas le droit, jusques et y compris de devenir une puissance militaire nucléaire ? De quel droit les puissances impérialistes, et leur jouet israélien, peuvent-ils se targuer pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations « démocratiques » n'en feront jamais usage comme pourraient le faire les « Etats voyous » ? Quand on sait que les nations « démocratiques » en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs, et que les Etats Unis ont déjà employé l'arme atomique et refusent aujourd'hui l'interdiction absolue et générale de son usage ? Malheureusement les Européens sont désormais également alignés sur le projet de Washington d'agression contre l'Iran.

en conclusion

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables. Tous les démocrates du monde doivent soutenir les chances de ces forces et, dans cet esprit, d'abord condamner sans restriction aucune toutes les interventions des Etats Unis, de l'Otan, d'Israel , des Nations unies domestiquées et de leurs alliés locaux dans la région.

La région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective

globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle.

Aout 2006